

*Questions orales*

**M. Regan:** L'année dernière, nous avons un excédent commercial de 18 milliards. A ce stade de la relance il est normale de voir l'excédent commercial s'aplanir, car au fur et à mesure que la reprise économique se confirme, les gens ont tendance à acheter davantage de marchandises importées. C'est d'autant plus vrai que les monnaies européennes sont faibles par rapport à la nôtre et que, pour cette raison, nos exportations vers l'Europe sont en perte de vitesse.

Vous avez comparé notre dollar au dollar américain. N'oubliez pas non plus que les monnaies européennes ont perdu 40 p. 100 de leur valeur par rapport à notre dollar depuis quatre ans et que les pays en développement n'ont pas les crédits voulus pour acheter beaucoup de produits importés.

**M. Crosbie:** Reprenez les choses en main, Turner.

**M. Regan:** Et nous avons quand même réussi à accumuler un excédent de 18 milliards. Nos exportations atteignent un niveau record. Je tiens à dire au député que mon ministère marche à plein tubes, et que je suis fier de ce qu'il vend.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nielsen:** Si le ministère marche à pleins tubes, c'est bien la seule chose qui marche en face.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Nielsen:** Toutefois, ce n'est pas ce que je demandais au ministre.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Erik Nielsen (Yukon):** Monsieur le Président, si on considère que notre commerce international a progressé à cause de la grave dépression qui existe actuellement et parce que nous n'importons pas, qu'en est-il de la publicité? Qu'en est-il des centaines de milliers de dollars qu'on dépense pour payer des annonces de huit bonnes pages pour louer le ministre et le gouvernement? Faudra-t-il nous accommoder de ce genre de choses? Et la publicité commandée par le ministre des Transports et par les autres ministres? Allons-nous être forcés d'accepter cette publicité dégoûtante, financée par nos contribuables, jusqu'aux prochaines élections?

**L'hon. Gerald Regan (ministre du Commerce international):** Monsieur le Président, je n'ai pas lu cette annonce et il faudra que je voie de quoi il retourne exactement.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Quelle honte!

**M. Regan:** Monsieur le Président, je voudrais que le député sache bien que je considère qu'une annonce qui rend fidèlement ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire dans le domaine des exportations...

**M. Nielsen:** Vous avez dit que vous ne l'aviez pas lue, n'oubliez pas.

**M. Regan:** ... est fort importante pour notre commerce.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Regan:** Et je vais lui dire pourquoi en deux mots. Même si nous nous débrouillons déjà passablement bien sur ce chapitre, nous pourrions encore faire mieux si nous pouvions faire en sorte que davantage de compagnies et d'hommes d'affaires se

rendent compte de ce que nous faisons et des succès que nous remportons sur les marchés internationaux alors que nous damons le pion aux États-Unis en ce qui concerne le matériel de télécommunications, le matériel de transport collectif et bien d'autres produits, mais malheureusement il n'y a pas suffisamment de compagnies canadiennes qui exploitent ces débouchés. C'est grâce notamment à des annonces comme celle-là qu'on peut attirer leur attention. J'espère bien que vous reviendrez sur ce que vous avez dit et que vous conviendrez...

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. le Président:** A l'ordre, je vous prie. Je rappelle au ministre qu'il doit s'adresser à la présidence.

**M. McDermid:** Vous aviez des cheveux lorsque cette photo a été prise, Gerry.

\* \* \*

## LES PÊCHES

## LA CHASSE AUX BLANCHONS—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, mais en son absence je l'adresserai à son secrétaire parlementaire. Comme il le sait sans doute, le parti conservateur, par le truchement de son porte-parole officiel, le député de South Shore, a à plusieurs reprises ces dernières semaines prié le gouvernement canadien d'interdire la chasse aux blanchons. Il devrait également savoir qu'hier à Terre-Neuve, le ministre provincial des Pêches s'est déclaré publiquement en désaccord avec cette prise de position et s'est plaint que ni lui ni personne d'autre dans ce secteur ou dans la province n'avaient été consultés.

Le secrétaire parlementaire peut-il dire à la Chambre et, ce qui importe encore plus, peut-il assurer aux pêcheurs, à tous ceux qui vivent de ce secteur et aux autorités provinciales avec lesquels il faut entretenir des consultations si l'on veut que la pêche soit prospère au Canada, que notre gouvernement n'agira pas arbitrairement et ne prendra pas automatiquement une position qui, me dit-on, n'a même pas l'aval du député de Saint-Jean-Ouest?

● (1450)

**M. Maurice Harquail (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, le député, tous les autres députés à la Chambre et tous les Canadiens savent que le ministre des Pêches et des Océans s'est porté énergiquement à la défense des pêcheurs et du secteur de la pêche au Canada. Dans ses déclarations il a toujours adopté la même attitude et n'a pas cédé aux menaces ni au chantage sur ce point. Le député a tout à fait raison de dire que le député de Saint-Jean-Est a déclaré publiquement ne pas avoir été consulté ni au caucus ni par le porte-parole de son parti au sujet de la prise de position annoncée récemment par l'opposition officielle. La position du gouvernement demeure la même—ferme et cohérente.